

“Livre bleu”

**Vers une politique maritime nationale
intégrée**

Rouen, 30 mars 2010

France et politique maritime

Jusqu'en 2009, pas de véritable politique maritime en France

- superposition de politiques sectorielles, plus ou moins bien formalisées (transport, pêche, minéraux, plaisance, énergie...)
- pas de vision cohérente, ni de véritable volonté affichée

et cela malgré des réflexions concrétisées ou en cours :

- Groupe « POSEIDON » (2005-2006),
- Contribution française (« FRESPO ») au livre vert de l'UE (2006),
- Grenelle de l'environnement (2007-2008),
- Grenelle de la mer (2009).

Vers une politique maritime nationale

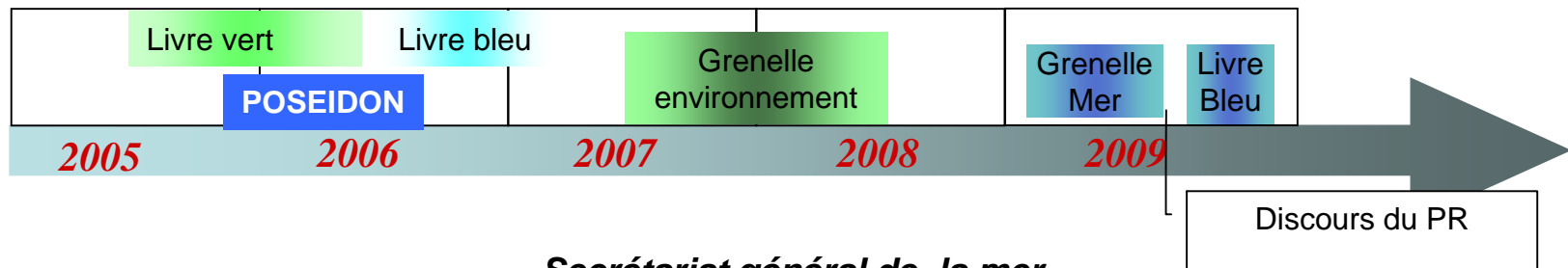
« Grenelle de la mer » lancé en février 2009

- Groupes de travail thématiques, groupes “miroirs” en régions
- Consultation du public
 - *Prise de conscience des enjeux marins et martimes*
 - *Recueil de propositions pour la mer et le littoral*

Pour définir une politique, nécessité de mise en cohérence de ces propositions, et de traitement des lacunes

Affirmation d'une volonté gouvernementale : discours du président de la République le 16/07/09 au Havre (commande du “Livre Bleu”)

Comité Interministériel de la mer (08 décembre 2009) présidé par le Premier ministre : adoption du livre bleu et des premières mesures pour sa mise en oeuvre



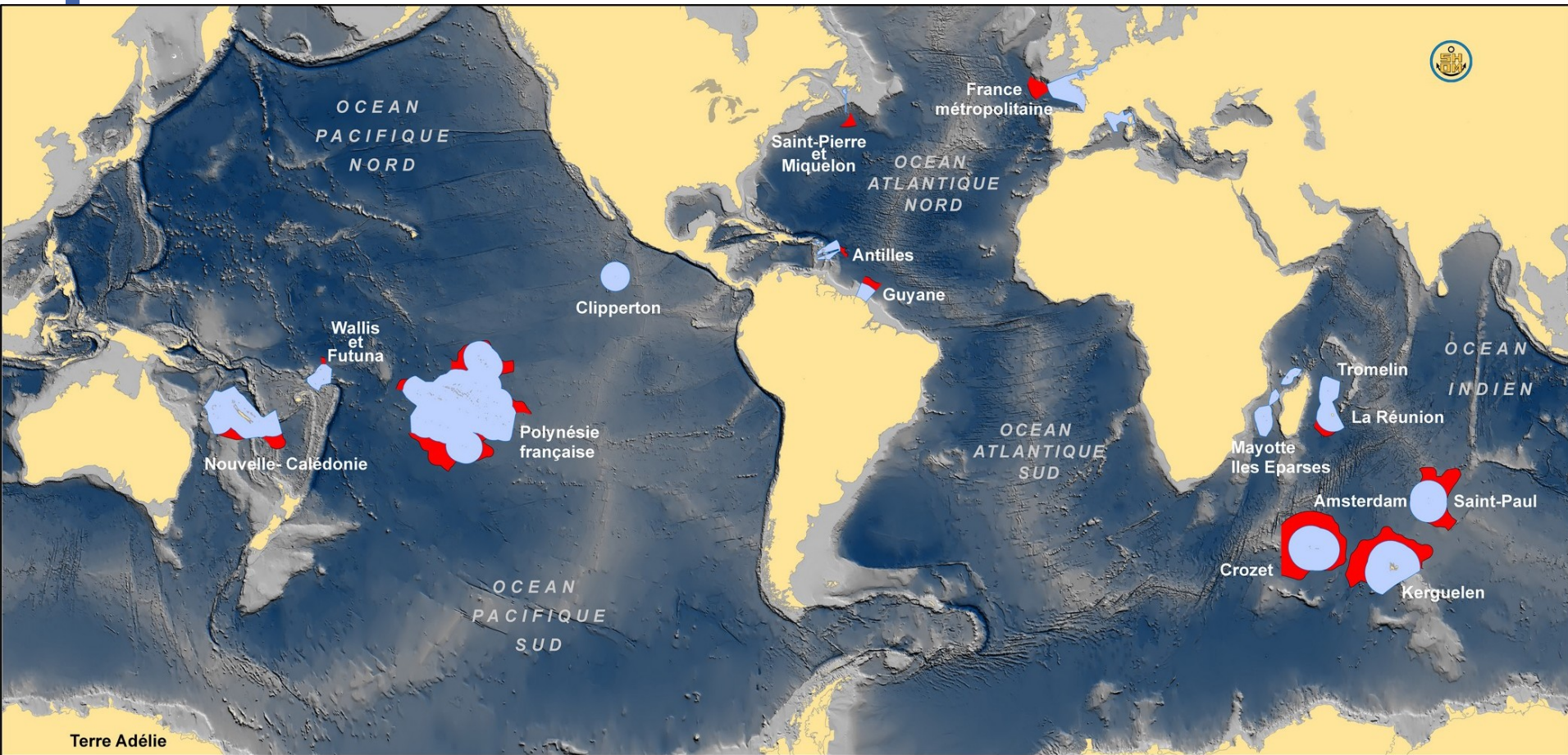
Secrétariat général de la mer

Le processus d'élaboration du livre bleu

- **Sur la base notamment des propositions issues de la large concertation publique du Grenelle de la mer, mais aussi des nombreux travaux internationaux et nationaux**
 - Rédaction d'un projet
 - *comité interministériel de rédaction*
 - *comité de pilotage coprésidé par le Ministère en charge de la mer et le Secrétaire général de la mer*
 - Validation interministérielle
- **Consultation des instances spécialisées**
 - Conseils maritimes et littoraux
- **Prise en compte de la consultation**
- **Adoption par le Premier ministre**
 - en Comité Interministériel de la mer (CIMER)

Le livre bleu

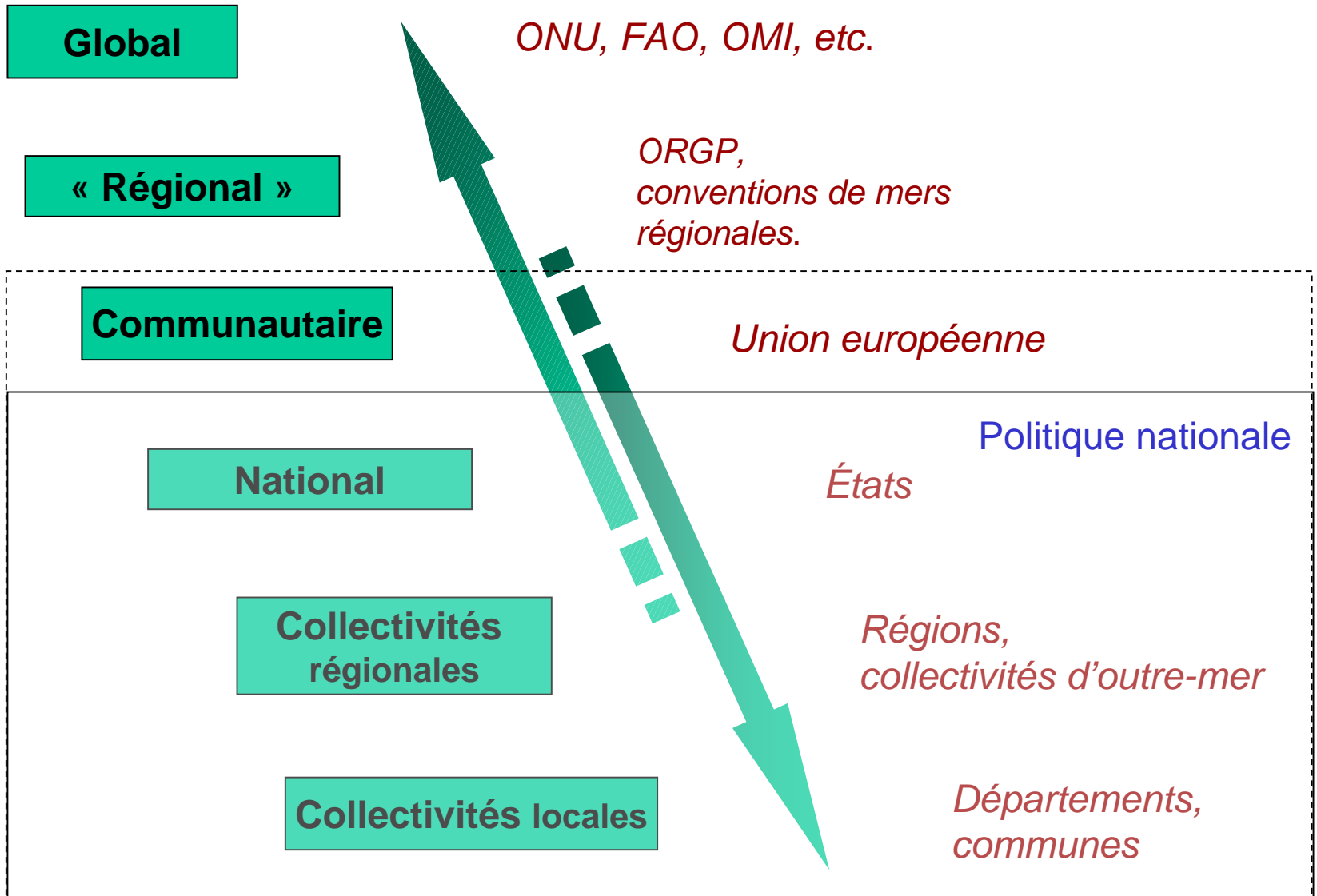
Objectif : une politique à la mesure des enjeux de la France maritime



Une exigence croissante d'intégration et de vision stratégique

- **Complexité croissante**
 - Multiplication des activités, des acteurs, des conflits
 - *Pressions sur les ressources marines*
 - *Pressions sur l'espace marin et littoral*
 - Impacts cumulés de moins en moins acceptables
- **Imbrication des politiques**
 - Sectorielles, territoriales, transversales
- **Engagements et exigences de plus en plus nombreux**
 - Droit communautaire (DCE, DCSMM), conventions de mers régionales
- **Attentes grandissantes**
 - Acteurs économiques, collectivités, société
 - *Souvent antinomiques ou antagonistes : protection vs développement et relance économique...*
- **Prise de conscience des enjeux géopolitiques liés à la mer**
- **Multiplication des niveaux de gouvernance**
 - Du local jusqu'à l'international

Niveaux de gouvernance pour la mer

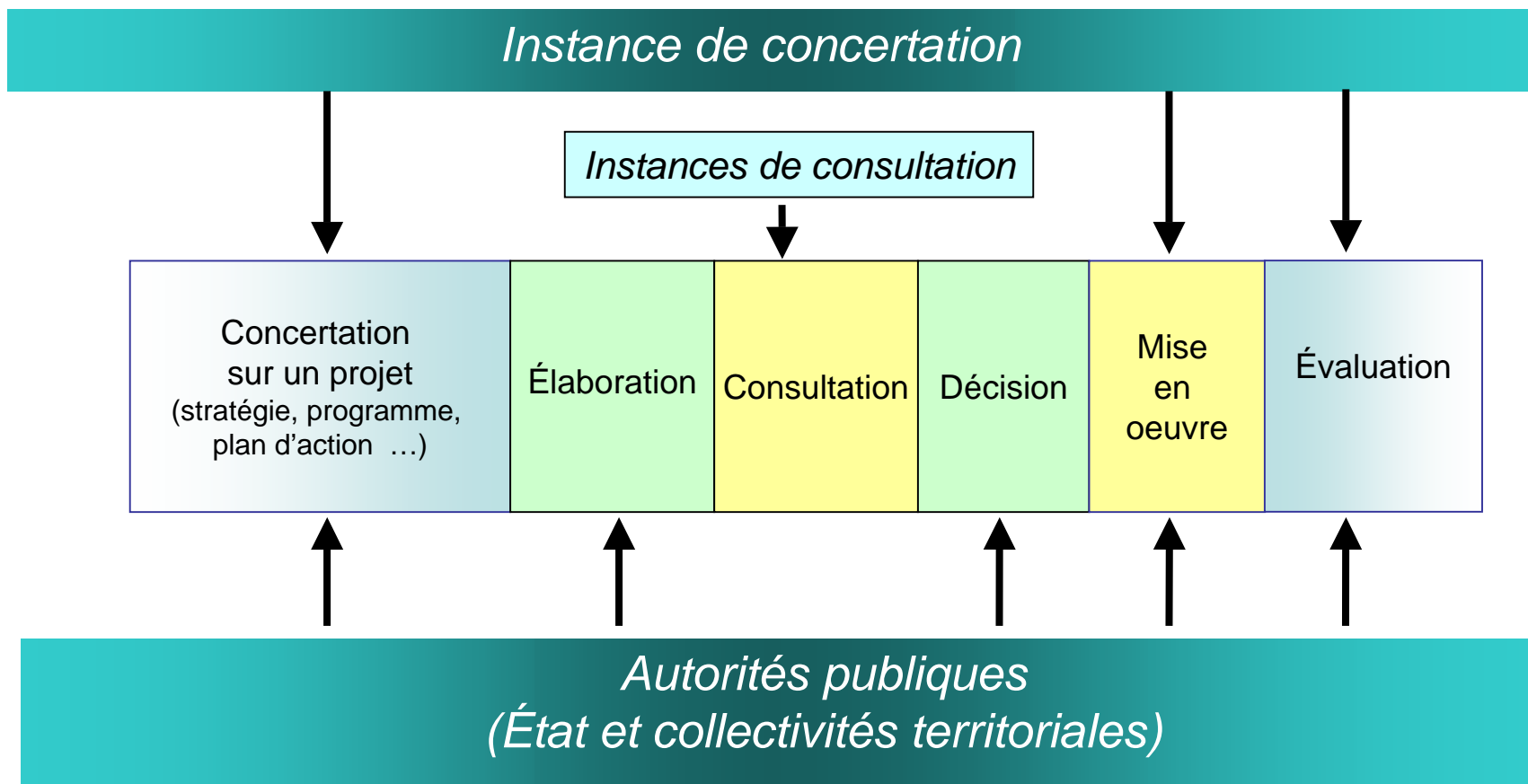


Secrétariat général de la mer

Le livre bleu

- **Fixe le *cadre* pour la construction de la politique maritime intégrée nationale**
 - Politiques sectorielles + instruments de cohérence
- **Pose les *principes de la gouvernance de la mer et du littoral***
 - Association des acteurs aux décisions
 - *Qui relèvent toujours des institutions compétentes....*
- **Indique les *grandes orientations* sur les secteurs majeurs suivant quatre priorités :**
 - Investir dans l'avenir (environnement, recherche...)
 - Développer une économie durable de la mer
 - Promouvoir la dimension maritime des outre-mers
 - Affirmer la place de la France dans le contexte international

La gouvernance de la mer et du littoral



« Cahier des charges » du livre bleu

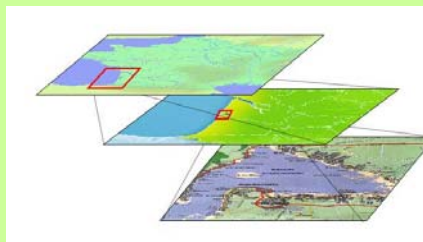
- **Modifier *a minima* le cadre juridique et institutionnel**
 - S'appuyer sur les politiques et les instruments existants
- ***Intégrer* dans approche cohérente la prise en compte des enjeux dans toutes les dimensions**
 - Sectorielle, verticale, territoriale ; terre et mer
- **S'inscrire dans le *développement durable***
 - Trois « piliers » systématiquement pris en compte
- **Permettre le développement de *visions stratégiques* cohérentes**
 - Aux diverses échelles territoriales
 - Dans les divers domaines sectoriels et transversaux
- **Organiser la *gouvernance***
 - Acteurs multiples (publics et privés)
- **Favoriser les *mutualisations***
 - Des outils communs au service d'actions communes
- **Évidemment, définir des *priorités***

Politique maritime intégrée : vue d'ensemble

Instruments
communs

Déclinaison « territoriale »

Stratégies
Emboîtées
Du bassin maritime
Au projet local



Connaissance

Surveillance

Évaluation

Financement

Stratégie(s)

Déclinaison sectorielle

Exploitation des ressources minérales,
énergétiques, biologiques ; transport maritime,
plaisance et loisirs nautiques...

Axes transversaux

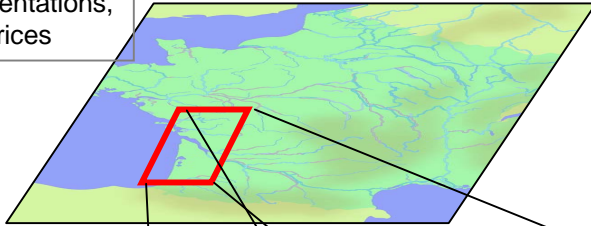
Environnement, action internationale,
risques, recherche et innovation, sécurité et
défense, ressources naturelles, etc.

Mécanismes de gouvernance

Intégration des échelles de mise en oeuvre et de concertation

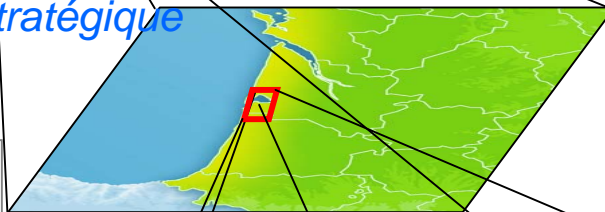
Stratégie nationale

Vision
Principes, orientations,
Lignes directrices



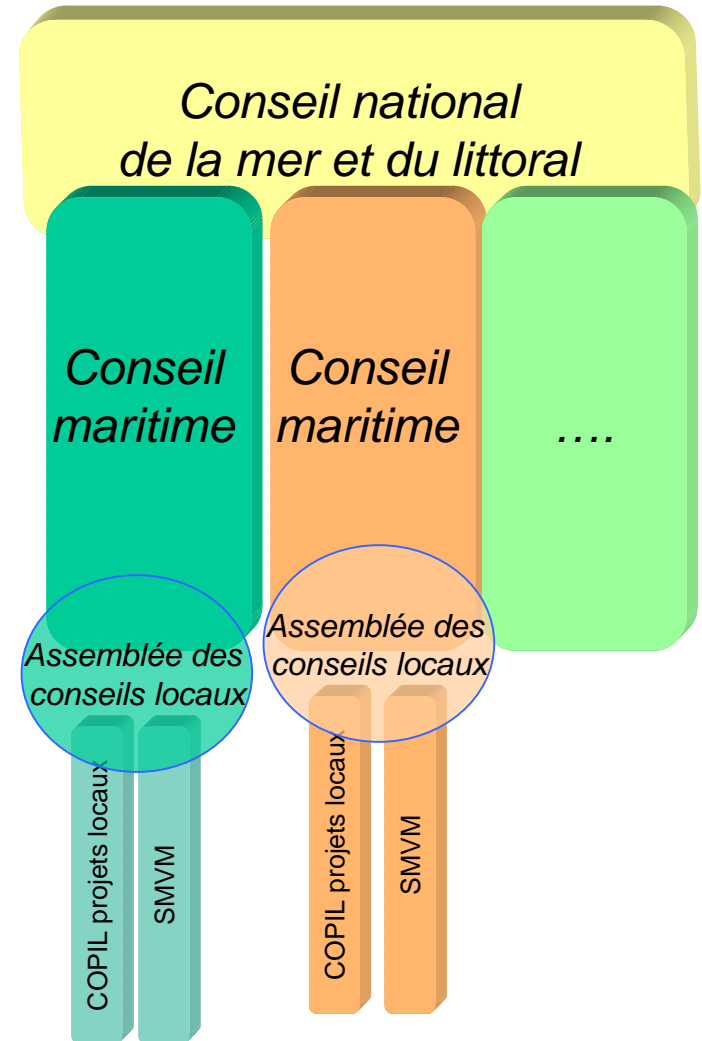
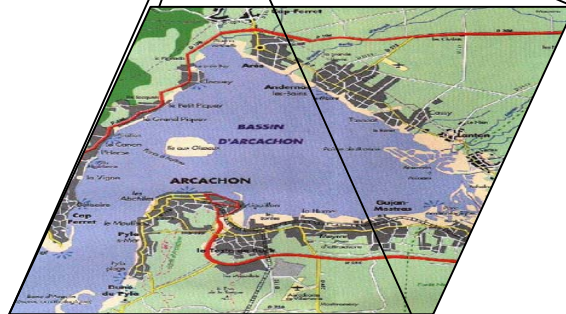
Document stratégique de façade

Plan stratégique
Objectifs
Indicateurs



Projet local

Plan stratégique local (SMVM, PGEM, PNM...)
Plans de gestion



Stratégies territoriales (« maritime spatial planning »)

- **Définies à des échelles adaptées aux enjeux**
 - échelle opérationnelle de l'intégration
 - approche écosystémique
 - Intégration des acteurs et des enjeux
- **Structurent les actions à l'échelle des bassins ou des façades maritimes**
 - *Y compris les actions de coopération internationale à l'échelle des bassins maritimes*
 - *essentiel outre-mer : la mer constitue le principal sujet d'intérêt commun avec les États partageant le même bassin*
- **Mises en œuvre conjointement par les autorités publiques**
État et collectivités territoriales
 - *Les compétences en mer sont réparties entre l'État et les collectivités*

Planification stratégique à l'échelle territoriale

- **Conforme aux orientations proposées à l'échelle de l'Union européenne (COM(2008)791)**
- **Devra définir**
 - *les objectifs économiques, sociaux et environnementaux, ainsi que les indicateurs et le calendrier associés ;*
 - *les orientations et les lignes directrices arrêtées en commun pour les atteindre ;*
 - *le ou les acteurs responsables de chaque objectif ;*
 - *l'articulation des stratégies sectorielles, transversales ou territoriales ;*
 - *les modalités de coordination avec les autres stratégies de niveau équivalent (bassins maritimes adjacents...)* ;
 - *les moyens juridiques, financiers, opérationnels : agences, structures, programmes, observatoires, réseaux, etc. ;*
 - *les modalités de régulation (partage des ressources, de l'espace, du temps, arbitrage en cas de conflits) ;*
 - *les modalités d'évaluation et la révision concertées entre les acteurs.*

Déclinaison « territoriale »

*Stratégies
Emboîtées
Du bassin maritime
Au projet local*

Déclinaison sectorielle

Exploitation des ressources minérales,
énergétiques, biologiques ; transport maritime,
plaisance et loisirs nautiques...

Axes transversaux

*Environnement, action internationale,
risques, recherche et innovation, sécurité et
défense, ressources naturelles, etc.*

*Instruments
communs*

Connaissance

Surveillance

Évaluation

Financement

Stratégies sectorielles

- **Pêche et aquaculture durables**

- *révision de la PCP*

- **Construction navale**

- *Programmes de recherche et innovation : navire du futur*

- **Transport maritime**

- *Développer le pavillon national, assurer la mutation environnementale, créer des emplois durables avec un haut standard de qualification*

- **Ports: nœud de service entre terre et mer**

- *Stratégie du développement portuaire : intersection entre la politique de l'aménagement du territoire et la politique maritime*

- **Plaisance et loisirs nautiques**

- *Stratégie nationale pour la plaisance et les activités nautiques déclinée par bassin de navigation*

- **Exploitation des ressources marines**

- *Préciser les stratégies relatives aux hydrocarbures, granulats, métaux...*

- **Énergies marines**

- *Promotion des énergies marines*

Déclinaison « territoriale »

*Stratégies
Emboîtées
Du bassin maritime
Au projet local*

Déclinaison sectorielle

*Exploitation des ressources minérales,
énergétiques, biologiques ; transport maritime,
plaisance et loisirs nautiques...*

Axes transversaux

*Environnement, action internationale,
risques, recherche et innovation, sécurité et
défense, ressources naturelles, etc.*

*Instruments
communs*

Connaissance

Surveillance

Évaluation

Financement

La politique maritime s'appuie sur des politiques transversales (« cross-cutting »)

Politique maritime

- **De nombreuses politiques dépassent les cadres sectoriels ou territoriaux, et même la politique maritime**
 - Exemple : la recherche
 - *Au croisement de la politique maritime et de la politique de recherche et d'innovation*
 - *Un « double pilotage » est nécessaire*
- **Nombreuses autres politiques concernées**
 - Énergie, spatial, matières premières, sécurité et défense, international, formation, etc.

**Recherche
marine et
maritime**

**Recherche et
innovation**

**Un problème de gouvernance...
Maintenir la cohérence malgré des pilotages distincts.**

Quelques stratégies transversales

- **Environnement**

- *Stratégie nationale pour la biodiversité/Plan mer biodiversité*
- *Mise en œuvre DC SMM*
- *Stratégies pour les aires marines protégées (dont Natura 2000)*

- **Risques**

- *Stratégie nationale pour l'érosion côtière et prévention des submersions*

- **Recherche et innovation**

- *Stratégie nationale pour la recherche et l'innovation/ volet mer*
- *Expertise au service des politiques publiques*
- *Innovation : Pôles de compétitivité «mer»*

- **Ressources naturelles**

- *Énergies renouvelables marine : plan « énergie bleu »*
- *Stratégies pour les granulats marins, les hydrocarbures, les minéraux et métaux profonds*

- **Sécurité et défense**

Mécanismes de gouvernance

Stratégie(s)

Déclinaison « territoriale »

*Stratégies
Emboîtées
Du bassin maritime
Au projet local*

Exploitation des ressources minérales,
énergétiques, biologiques ; transport maritime,
plaisance et loisirs nautiques...

Axes transversaux

*Environnement, action internationale,
risques, recherche et innovation, sécurité et
défense, ressources naturelles, etc.*

*Instruments
communs*

Connaissance

Surveillance

Évaluation

Financement

Des instruments communs

- *Principes*

- *Au service de tous les acteurs et de toutes les stratégies*
- *Favorisant la mutualisation ou le partage des moyens*
- *Disposant d'un pilotage commun (cf. gouvernance)*

- *Connaissance partagée*

- *Mise à disposition : Portail de la mer et du littoral*
- *Coordination des besoins*

- *Surveillance intégrée, duale : activités et milieu*

- *Évaluation intégrée*

- *indicateurs*
- *observatoires de la mer et du littoral (réseau)*

- *Financement*

Suite du livre bleu ?

- **Volet législatif**
 - Projet de loi portant « engagement national pour l'environnement »: loi de programmation du Grenelle de l'environnement
 - *Stratégie nationale pour la mer et le littoral*
 - *Documents stratégiques de façade*
 - *Plan d'action pour le milieu marin (DC SMM)*
 - *Structures de concertation (CNML, ...)*
- **Volet réglementaire associé**
 - Création ou adaptation des instruments réglementaires
- **Déclinaison à l'échelle infra-nationale des orientations nationales**
 - Façades et bassins maritimes (*La Manche ?*)
 - Projets locaux : SCOT et volets maritimes, AMP...

Merci de votre attention

www.sgmer.gouv.fr